



Monsieur le Président,

Ce CDAS se tient dans un climat économique et social dégradé avec les sujets :

**-de pouvoir d'achat,**

**-de l'explosion des inégalités,**

**- d'évolution de la rémunération que certain.es voudraient conditionner à la seule notion de mérite,**

**- d'un sentiment d'abandon des usagèr.es face à un service public qui dans tous les secteurs est en délabrement faute de moyens,**

**-d'austérité budgétaire.**

Alors qu'une minorité s'enrichit toujours plus, les inégalités et la pauvreté explosent.

Alors que le gouvernement continue d'implorer une improbable bienveillance des plus riches (entreprises et particuliers), aucune mesure concrète n'est mise en place pour augmenter les rémunérations, limiter les effets de l'inflation, mettre en place une véritable justice fiscale, sociale et environnementale.

Dans ce contexte de forte inflation, l'action sociale, quel que soit son niveau, doit pouvoir réellement répondre aux besoins des personnels, qu'ils soient actif.ves ou retraité.es.

L'action sociale est plus que jamais au cœur des préoccupations pour maintenir une cohésion et une solidarité entre tous et toutes. Pourtant l'État continue à jouer au gagne-petit en voulant faire évoluer le champ des bénéficiaires des chèques-vacances, en excluant de façon unilatérale les retraité.es de l'État de ce dispositif comme l'a rappelé SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES lors du dernier CDAS.

Après avoir annoncé 12 milliards d'économie pour 2025, le 1er ministre confirme 10 milliards en 2024 dont 700 millions de réduction de dépenses de personnels pour l'ensemble des ministères. Cette austérité, dont le gouvernement n'ose dire le mot, résulte d'un taux de croissance beaucoup plus faible qu'attendu par le ministre Bruno Le Maire : moins de 1 % au lieu du 1,4 % espéré pour élaborer la loi de finances. A croire qu'il n'aurait pas perçu le problème de pouvoir d'achat rencontré dans ce pays et son impact négatif sur la consommation...

Mais sa première préoccupation reste l'évolution du déficit budgétaire et du taux d'endettement de la France à quelques semaines de la prochaine évaluation de sa solvabilité par l'agence de notation S&P Global Ratings.

Une fois n'est pas coutume, Bercy, habituel sacrifié sur l'autel de l'exemplarité, connaît, un peu moins que d'autres, une réduction de ses enveloppes budgétaires. Même si nous étions habitués à Bercy et à la DGFIP en particulier à une sous-exécution budgétaire des dépenses de personnel, cette nouvelle n'est pas la bienvenue. Le budget de la DGFIP est ainsi amputé de 108 millions d'euros.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette nouvelle baisse de dépenses publiques décidée par le Gouvernement a le goût amer des choix du passé ; ceux qui consistent à accentuer le ralentissement économique par une diminution des dépenses ; ceux qui conduisent à refuser de créer des recettes supplémentaires en imposant un peu plus les patrimoines et les revenus des plus riches, une nouvelle fois bénéficiaires, en 2023, de dividendes historiques.

En confirmant encore une fois ce choix de la réduction de la dépense publique, ce gouvernement met les politiques publiques en défaillance, notamment en matière d'éducation, de logement et de transition environnementale dont les populations les plus fragiles seront les victimes.

Solidaires Finances Publiques Vosges dénonce cette politique : **L'austérité qui vient nous donner 10 milliards de raisons supplémentaires d'être en grève le 19 mars, pour la journée de grève intersyndicale Fonction publique. Nous exigeons une juste et légitime revalorisation de notre rémunération basée sur une augmentation significative du point d'indice, la revalorisation de nos carrières et de notre régime indemnitaire.**

Les représentants Solidaires Finances Publiques des  
Vosges  
Sylvie MOURIES, Stéphanie WOLFF  
Patrick GUIVERT , Yannick WOLFF